



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2023

RÉSUMÉ

LA SITUATION
**MONDIALE DE
L'ALIMENTATION ET
DE L'AGRICULTURE**

**POUR UNE TRANSFORMATION
DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES:
CONNAÎTRE LE COÛT VÉRITABLE
DES ALIMENTS**

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2023. *Résumé de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023. Pour une transformation des systèmes agroalimentaires: connaître le coût véritable des aliments*. Rome.

<https://doi.org/10.4060/cc7937fr>

Cette brochure reprend les messages principaux et le contenu de la publication *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. La numérotation des figures est identique à celle de ladite publication.

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE ©Curioso.Photography/Shutterstock.com

ESPAGNE. Étal de fruits au marché de La Boqueria à Barcelone.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES PRINCIPAUX

AVANT-PROPOS

RÉSUMÉ

Tenir compte des coûts et des avantages des systèmes agroalimentaires dans les décisions qui sont prises

FIGURE 1 Comment l'évaluation des flux de capitaux peut aider à transformer les systèmes agroalimentaires

FIGURE 3 Processus d'évaluation des systèmes agroalimentaires en deux phases

Évaluation préliminaire des coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans 154 pays

FIGURE 5 Portée de l'analyse: stades des systèmes agroalimentaires et voies par lesquelles les coûts cachés se manifestent

FIGURE 6 Coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires, par catégorie de coûts (à gauche) et sous-catégorie (à droite), 2020

FIGURE 7 Coûts cachés quantifiés totaux des systèmes agroalimentaires, par groupe de revenu

FIGURE 8 Coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires en pourcentage du PIB, par groupe de revenu (coûts cachés par habitant indiqués à droite)

4		
6		
10	FIGURE 9 Composition des coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires par sous-catégorie pour une sélection de pays, par niveau de revenu (coûts cachés en pourcentage du PIB indiqués à droite, USD en PPA de 2020)	20
10	Pour des évaluations ciblées fondées sur le coût complet: la seconde phase d'un processus en deux phases	21
12		
14	FIGURE 11 Lancement et extension des évaluations ciblées portant sur les systèmes agroalimentaires: un processus en quatre étapes	22
14	FIGURE 13 Comment les scénarios éclairent l'élaboration des politiques	23
16		
16	Intégrer l'approche de la comptabilisation du coût complet pour transformer les systèmes agroalimentaires: défis et possibilités	24
17	FIGURE 15 Leviers de transformation des systèmes agroalimentaires	25
19		
19	Pour la première fois, la FAO consacrera deux éditions consécutives de La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture au même thème	27

MESSAGES PRINCIPAUX

1 La valeur des systèmes agroalimentaires ne fait aucun doute. Les systèmes agroalimentaires nourrissent les populations, soutiennent les économies et façonnent les identités culturelles. Mais il faut aussi considérer les coûts cachés environnementaux, sociaux et sanitaires qui leur sont liés.

2 La comptabilisation du coût complet (CCC) permet précisément d'évaluer les coûts cachés qui ont pour origine les défaillances des marchés, des politiques et des institutions. Elle fournit aux décideurs les données dont ils ont besoin pour corriger ces défaillances et transformer les systèmes agroalimentaires de manière à les améliorer.

3 La comptabilisation du coût complet mise au service de la prise de décision repose sur une longue tradition d'évaluations économiques mais le manque de données de qualité, tant en ce qui concerne les coûts cachés que le coût des mesures à prendre, en limite souvent l'application.

4 Le présent rapport propose un processus d'évaluation en deux phases, qui prend appui dans un premier temps sur des évaluations au niveau national fondées sur la comptabilisation du coût complet et dont le but est de sensibiliser (présente édition) et qui, dans un deuxième temps, passe à des évaluations ciblées approfondies dont le but est de hiérarchiser les solutions et de guider les mesures de transformation (édition 2024).

5 La présente édition est une première tentative d'évaluation au niveau national, réalisée pour 154 pays. Malgré un degré d'incertitude élevé, et même si certains impacts ont été exclus, on peut affirmer avec une très grande confiance que les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires représentent, au niveau mondial, au moins 10 000 milliards d'USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020, ce qui souligne l'urgente nécessité de prendre ces coûts en considération dans le processus décisionnel, en vue de transformer les systèmes agroalimentaires.

6 Au niveau mondial, les coûts cachés quantifiés qui dominent sont ceux qui ont pour cause des modes d'alimentation conduisant à des maladies et à une baisse de la productivité de la main-d'œuvre. Ces coûts, d'ordre sanitaire, varient considérablement d'un pays à l'autre, mais sont surtout marqués dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire.

7 Les coûts cachés environnementaux, qui pourtant ne sont pas tous pris en considération, constituent plus de 20 pour cent des coûts cachés quantifiés et représentent près du tiers de la valeur ajoutée agricole. Ils sont liés principalement aux émissions d'azote et de gaz à effet de serre (GES) et concernent tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu.

8 On constate que les coûts cachés pèsent davantage dans les pays à faible revenu, où, d'après les estimations, ils s'élèvent en moyenne à 27 pour cent du produit intérieur brut (PIB), contre 11 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire et 8 pour cent dans les pays à revenu élevé.

9 La lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation demeure une priorité pour les pays à faible revenu car, dans ces pays, ces deux fléaux représentent la moitié environ du total des coûts cachés quantifiés.

10 Les nouvelles estimations réalisées au niveau national sont une première étape vers une prise de conscience, même si elles sont incomplètes et si elles présentent un degré d'incertitude élevé. Les évaluations ciblées fondées sur une approche CCC prenant aussi en

considération le coût des différentes mesures de réduction - objet de l'édition de l'an prochain - sont nécessaires car elles aideront les décideurs à mettre en œuvre les leviers que sont les politiques, la réglementation, les normes et le capital privé, pour assurer la transition vers des systèmes agroalimentaires durables.

11 Pour développer les évaluations fondées sur l'approche CCC, et appliquer plus largement la comptabilisation du coût complet, il faudra innover dans la recherche et les données et investir dans la collecte de données et le renforcement des capacités, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, afin que cette approche devienne un outil viable qui puisse être utilisé de manière transparente et cohérente pour la prise de décision et l'élaboration des politiques.

AVANT-PROPOS

Face à des défis mondiaux qui vont croissant – aliments insuffisamment disponibles, accessibles et abordables en raison de la crise climatique, de la perte de biodiversité, des ralentissements et fléchissements économiques, de l'aggravation de la pauvreté et d'autres crises concomitantes –, nous sommes arrivés à un tournant décisif. Les choix que nous faisons aujourd'hui, les priorités que nous fixons et les solutions que nous mettons en œuvre détermineront la trajectoire de notre avenir commun. Il faut donc que les décisions que nous prenons en ce qui concerne les systèmes agroalimentaires mondiaux tiennent compte de ces défis, qui sont indissociables les uns des autres.

L'idée de transformer les systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, en tant que composante globale essentielle de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, fait de plus en plus l'unanimité au niveau international. Cette dynamique en faveur du changement a abouti, en septembre 2021, au premier Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, convoqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, puis au Bilan 2 ans après le Sommet, accueilli par le Gouvernement italien, qui s'est tenu à la fin du mois de juillet 2023, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il s'est dégagé de ces réunions internationales une forte volonté politique et un appui déterminé de la part des parties prenantes en faveur de solutions et de stratégies novatrices capables de transformer les systèmes agroalimentaires et de faire de ces changements un tremplin vers la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable (ODD).

Pour réaliser ces objectifs, et concrétiser la vision de la FAO, à savoir **transformer les systèmes agroalimentaires en vue d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, en ne laissant personne de côté**, il est vital de faire connaître les conséquences de nos actions au sein de ces systèmes. La FAO a décidé de répondre à cette nécessité en consacrant deux éditions successives de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* – pour la première fois depuis 1947, date de la création du rapport – à la mise au jour des impacts véritables, positifs et négatifs, des systèmes agroalimentaires mondiaux, afin de permettre des décisions éclairées.

Le rapport de cette année introduit la notion de comptabilisation du coût complet (CCC), une approche qui fait apparaître les incidences cachées de nos systèmes agroalimentaires sur l'environnement, la santé et les moyens de subsistance, de sorte que les acteurs du système soient mieux informés et mieux préparés avant de prendre des décisions. La crainte que l'on a, c'est que si l'on prend en compte tous les coûts cachés de la production alimentaire, les prix des denrées vont augmenter, or l'intégration de ces coûts dans la prise de décisions, ainsi que dans les incitations à l'intention des producteurs et des consommateurs, n'est qu'un élément d'un processus bien plus vaste de transformation des systèmes agroalimentaires. La comptabilisation du coût complet doit contribuer à ce que les pays et les acteurs du secteur privé prennent de bonnes décisions en matière d'investissement, de façon à réduire les coûts existants plutôt que de les maintenir.

L'édition 2023 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* met par ailleurs en évidence les défis qui doivent être relevés sur le plan des données et des méthodes si l'on veut que la comptabilisation du coût complet soit adoptée plus largement, en particulier dans les pays à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Elle quantifie, dans la mesure du possible, les coûts cachés des systèmes agroalimentaires nationaux de manière cohérente et de façon à permettre les comparaisons, pour 154 pays. Ces premiers résultats couvrent les coûts cachés liés aux émissions d'azote et de gaz à effet de serre, à l'utilisation des eaux bleues, à de nouvelles affectations des terres et à la pauvreté, mais aussi les pertes de productivité dues à de mauvaises habitudes alimentaires et à la sous-alimentation.

Les résultats présentés dans le rapport ne doivent pas être considérés comme ayant un caractère définitif, mais plutôt comme le point de départ d'un débat et d'un dialogue. Ils permettent d'avoir une image d'ensemble des coûts cachés des systèmes agroalimentaires, mais c'est au niveau national que l'action contre ces coûts devra être menée. C'est pourquoi la prochaine édition de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* précisera cette analyse et cette quantification préliminaires à l'aide de données nationales et des contributions qu'apporteront les parties prenantes et les experts des pays. On disposera alors des informations voulues pour pouvoir planifier des

analyses plus approfondies et plus pertinentes, de manière à guider dans les différents pays l'action des pouvoirs publics et les investissements visant à une transformation.

Les chiffres qui ressortent déjà des constatations de cette année, malgré leur caractère provisoire et même s'ils doivent être précisés en 2024, soulignent la nécessité pressante de tenir compte des coûts cachés lors de la prise de décision, dans le cadre d'un effort plus général tendant à transformer la manière dont fonctionnent nos systèmes agroalimentaires. D'après les résultats préliminaires, on peut affirmer qu'au niveau mondial, les coûts cachés de nos systèmes agroalimentaires – même si certains impacts ne sont pas pris en considération et malgré un degré d'incertitude considérable – pourraient dépasser les 10 000 milliards d'USD.

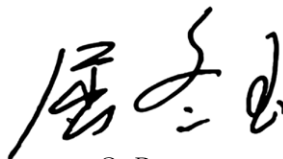
L'une des constatations les plus saisissantes est le poids disproportionné des coûts cachés dans les pays à faible revenu. Dans ces pays, ils représentent en moyenne 27 pour cent du produit intérieur brut, principalement à cause de l'impact de la pauvreté et de la sous-alimentation. Si on compare ce chiffre à la moyenne de 11 pour cent relevée dans les pays à revenu intermédiaire et de 8 pour cent dans les pays à revenu élevé, ce qui ressort c'est une disparité économique considérable. À l'évidence, la lutte contre la pauvreté et la sous-alimentation demeure une priorité pour les pays à faible revenu car dans ces pays ces deux fléaux représentent environ la moitié du total des coûts cachés quantifiés.

Les pertes de productivité dues à des modes d'alimentation qui sont à l'origine de maladies non transmissibles sont ce qui contribue le plus au montant total des coûts cachés des systèmes agroalimentaires, et c'est particulièrement vrai dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les coûts cachés environnementaux, qui représentent plus de 20 pour cent du total des coûts cachés quantifiés, sont d'un montant équivalent à près d'un tiers de la valeur ajoutée de l'agriculture.

L'édition 2024 comportera des études de cas accompagnées d'analyses plus ciblées qui permettront de faire le lien entre les coûts cachés et les mesures qui peuvent être prises pour les réduire. Ces deux éditions successives s'inscrivent dans une stratégie plus générale de la FAO qui vise à intégrer la comptabilisation du coût complet dans les évaluations des systèmes agroalimentaires et dans les conseils sur les politiques à suivre. Les conclusions du rapport de cette année soulignent l'urgence d'une transformation systémique. Elles révèlent aussi le potentiel qu'offre la comptabilisation du coût complet en tant que catalyseur de la transformation. En effet, cette comptabilisation est un outil qui permet de mettre ces coûts en évidence, de nourrir la réflexion sur les politiques à suivre et d'améliorer la proposition de valeur des systèmes agroalimentaires.

En attendant l'édition 2024 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, qui complètera le travail accompli avec la présente édition, souvenons-nous que l'avenir de nos systèmes agroalimentaires et tout simplement de notre planète repose sur notre volonté de reconnaître le rôle joué par tous les producteurs d'aliments, qu'il s'agisse de petits paysans ou de grands exploitants, de prendre en considération les coûts réels et de comprendre comment, tous, nous y contribuons. Il est de notre intérêt à tous d'agir sur ces coûts.

Je formule le vœu sincère que le présent rapport sera pour toutes les parties prenantes – les acteurs du secteur privé et les décideurs aussi bien que les chercheurs et les consommateurs – un appel à agir et qu'il saura susciter un désir collectif de transformer nos systèmes agroalimentaires pour le bien de tous.



Qu Dongyu
Directeur général de la FAO

RÉSUMÉ

Chaque jour les individus, les entreprises et les gouvernements prennent des décisions dont ils ne connaissent pas toujours les conséquences – qu’elles soient bonnes ou mauvaises – sur la durabilité des systèmes agroalimentaires. D’une part, les systèmes agroalimentaires présentent pour la société des avantages vitaux, ne serait-ce que parce qu’ils produisent les aliments qui nous nourrissent et qu’ils procurent des emplois et des moyens d’existence à plus d’un milliard de personnes. Leur valeur pour la société va donc probablement bien au-delà de ce qui est mesuré dans le PIB. D’autre part, les défaillances des marchés, des politiques et des institutions dont dépendent les systèmes agroalimentaires contribuent à créer des coûts cachés, liés notamment au changement climatique, à la dégradation des ressources naturelles et à l’inaccessibilité économique d’une alimentation saine. La question qui se pose est donc celle-ci : comment transformer les systèmes agroalimentaires de sorte qu’ils apportent une valeur encore plus grande à la société ?

La présente édition de *La Situation mondiale de l’alimentation et de l’agriculture* s’intéresse précisément au coût véritable des systèmes

agroalimentaires. En introduisant la notion de coûts et d’avantages cachés des systèmes agroalimentaires et en proposant un cadre qui permette de les évaluer, le présent rapport vise à enclencher un processus par lequel les décideurs seront mieux préparés à prendre les décisions qui orienteront ces systèmes vers la durabilité environnementale, sociale et économique.

TENIR COMPTE DES COÛTS ET DES AVANTAGES DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS LES DÉCISIONS QUI SONT PRISES

L’idée de transformer les systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, plus résilients, plus inclusifs et plus durables, en tant que condition essentielle de la réalisation du Programme 2030 pour le développement durable, fait de plus en plus l’unanimité au niveau international. À cet égard, le fait d’intégrer une évaluation globale des systèmes agroalimentaires dans le processus de prise de décision est essentiel pour atteindre un grand nombre, voire la totalité, des objectifs de développement durable.

La comptabilisation du coût complet (CCC) – une approche globale et systémique qui vise à mesurer et à évaluer les coûts et les avantages environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques engendrés par les systèmes agroalimentaires, afin d'aider les décideurs, les entreprises, les agriculteurs, les investisseurs et les consommateurs à prendre de meilleures décisions – offre une possibilité sans précédent de réaliser de telles évaluations globales.

L'approche CCC est certes ambitieuse car, pour couvrir tous les coûts et avantages cachés des systèmes agroalimentaires, il faut énormément de ressources et de données, mais le but est de faire en sorte que les décideurs et autres parties prenantes ne prennent pas de décisions sans avoir tout examiné. À cet égard, la comptabilisation du coût complet permet concrètement aux décideurs de tirer parti des données et informations déjà disponibles afin de commencer à mieux cerner les systèmes agroalimentaires, et notamment de repérer les principales lacunes dans les données, pour mieux guider les interventions.

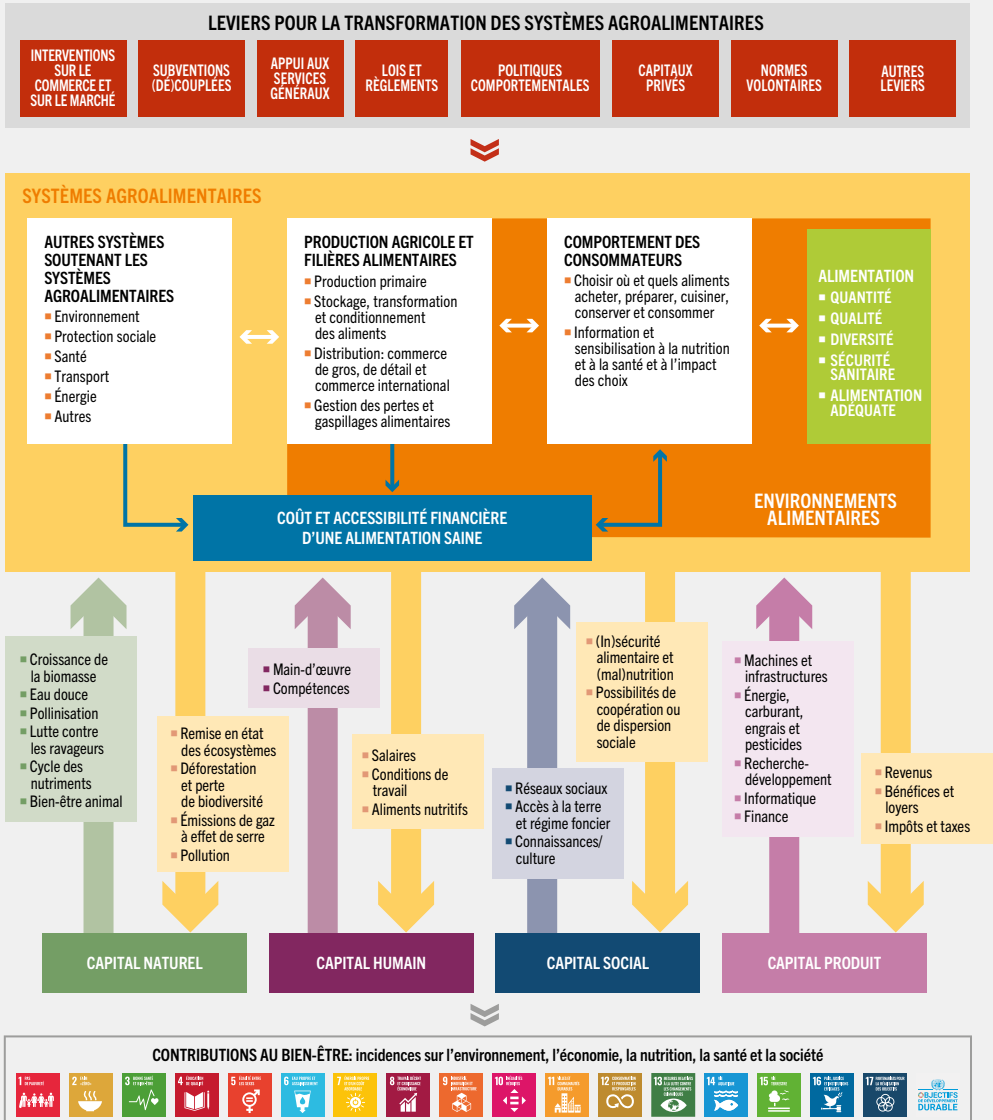
Analyser les incidences et les dépendances des systèmes agroalimentaires

Les systèmes agroalimentaires sont influencés par le choix des politiques et par les décisions des entreprises et des consommateurs. Leurs activités dépendent aussi des capitaux naturel, humain, social et produit, et ont une incidence sur ces mêmes capitaux, qui constituent le fondement du bien-être

humain, de la réussite économique et de la viabilité écologique (figure 1). Par exemple, le capital naturel contribue aux systèmes agroalimentaires par la croissance de la biomasse et l'apport d'eau douce. En retour, les systèmes agroalimentaires peuvent avoir un effet négatif sur le capital naturel du fait des émissions de GES et de la pollution qu'ils engendrent. En revanche, en cas d'agriculture régénératrice, les pratiques de production peuvent contribuer à la restauration des écosystèmes. Le capital social peut contribuer aux systèmes agroalimentaires par le biais des connaissances et façonner l'accès à des ressources telles que la terre, tandis que les systèmes agroalimentaires produisent en retour de la sécurité alimentaire et de la nutrition (ou de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition), selon leur degré d'efficacité, de résilience et d'inclusivité. Le capital produit apporte une contribution sous forme de recherche-développement et les systèmes agroalimentaires génèrent en retour des revenus, des bénéfices, des loyers et des taxes.

Ces flux semblent intuitifs, mais à l'exception du capital produit, peu a été fait pour les mesurer et gérer leurs effets. Les données couramment incluses dans les évaluations économiques concernent les flux de capital produit et leurs effets et, dans une certaine mesure, le capital humain (par exemple la main-d'œuvre et les salaires). Ces flux de capitaux sont échangés par le biais des mécanismes de marché et sont par conséquent facilement observables, »

FIGURE 1 COMMENT L'ÉVALUATION DES FLUX DE CAPITAUX PEUT AIDER À TRANSFORMER LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES



SOURCES: D'après FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2022. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre l'alimentation saine plus abordable*. Rome, FAO. <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc0639fr>; TEEB. 2018. *TEEB for Agriculture & Food: Scientific and Economic Foundations*. Genève (Suisse), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). https://teebweb.org/wp-content/uploads/2018/11/Foundations_Report_Final_October.pdf

» mesurables et quantifiables. En revanche, les flux et les incidences liés au capital naturel, social et (en partie) humain ne le sont pas, de sorte que leur prise en compte dans les évaluations économiques est largement partielle et non systématique.

Lorsque les décideurs ne disposent pas d'une évaluation complète des activités des systèmes agroalimentaires qui ont une incidence sur les stocks et les flux de capitaux – en ce qui concerne les services écosystémiques par exemple –, le manque de connaissances qui en résulte peut empêcher de progresser vers des systèmes agroalimentaires plus durables. La raison, en particulier, en est que si des progrès ont été faits vers une plus grande sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, les incidences négatives des systèmes agroalimentaires ont un poids croissant. Les incidences négatives qui ne sont pas reflétées dans le prix d'un produit ou d'un service sur le marché, c'est ce que l'on appelle, dans le présent rapport, les **coûts cachés**. Par souci de simplicité – et sachant que la plupart des avantages ont toutes les chances d'être internalisés par les marchés – l'expression «coûts cachés» se rapporte dans le présent rapport aux coûts cachés *nets*, qui comprennent aussi les avantages cachés, exprimés en tant que coûts cachés *négatifs*.

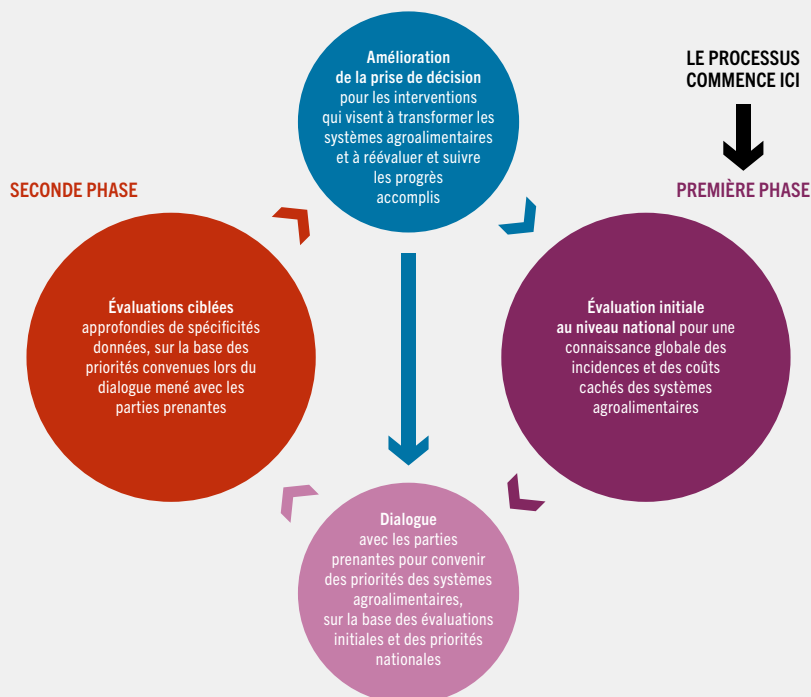
Il n'est pas facile d'intégrer tous les coûts et avantages cachés dans les processus de prise de décision. Les décideurs font face à des objectifs contradictoires et il pourrait être nécessaire, pour

prendre en compte les coûts cachés des systèmes agroalimentaires, de modifier en profondeur les pratiques de production et de consommation actuelles. Cette évolution pourrait se heurter à la résistance des gouvernements, des entreprises, des producteurs et des consommateurs, qui peuvent préférer le statu quo par crainte de coûts de transition élevés ou de changements dans leurs habitudes, leur culture ou leurs traditions.

Une autre raison de la résistance au changement tient aux arbitrages qui doivent parfois être faits. Par exemple, on peut, en utilisant des produits agrochimiques pour accroître la productivité, réduire la pauvreté, mais non sans dégrader l'environnement au fil du temps. Cela complique encore la prise de décisions. Il y a aussi une disparité importante entre ceux qui, globalement, reçoivent les avantages des systèmes agroalimentaires et ceux qui en supportent les coûts, ce qui pose la question de l'impact distributif de la transition vers de nouveaux modes de production et de consommation.

La résistance au changement peut également être due à un manque de données et d'informations, notamment sur le coût d'un changement de politique (à savoir le coût des mesures de réduction). Il s'agira donc d'évaluer les coûts de manière pratique. Il faudra également privilégier l'investissement de ressources dans la communication d'informations pertinentes.

FIGURE 3 PROCESSUS D'ÉVALUATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES EN DEUX PHASES



SOURCE: Auteurs du présent document.

Une évaluation en deux phases fondée sur la comptabilisation du coût complet

Dans ce contexte, le présent rapport propose une **évaluation en deux phases**, qui utilise l'approche CCC pour fournir aux décideurs une connaissance globale des systèmes agroalimentaires et des domaines dans lesquels il faudrait intervenir pour améliorer leur durabilité (figure 3). La **première phase** consiste à

entreprendre au niveau national des évaluations initiales qui quantifient et analysent autant que possible les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans les différents capitaux en utilisant les données déjà disponibles. Le but principal de la première phase est de sensibiliser à l'ampleur des défis.

La **seconde phase** consiste en une évaluation approfondie de composantes,

chaînes de valeur ou secteurs spécifiques des systèmes agroalimentaires, le but étant d'orienter les politiques et les investissements de transformation dans un pays donné. Les choix à faire peuvent s'inspirer des résultats de la première phase, mais également être guidés par les priorités que le pays aura définies à l'issue de consultations menées avec les parties concernées. Les parties prenantes pourront varier d'un contexte à l'autre, mais il s'agira généralement de décideurs, d'institutions de recherche et d'institutions spécialisées dans la comptabilité, ainsi que de représentants des principaux acteurs des systèmes agroalimentaires, comme les producteurs, les transformateurs et les distributeurs.

ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES COÛTS CACHÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES DANS 154 PAYS

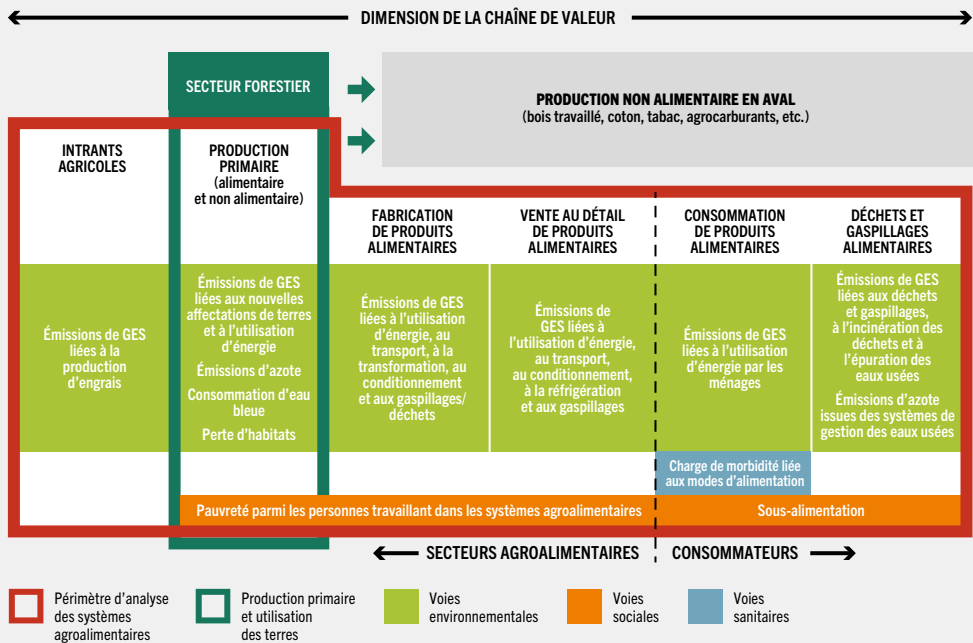
Il y a déjà eu plusieurs tentatives d'estimation des coûts cachés associés aux systèmes agroalimentaires mondiaux. Deux études, notamment (Food and Land use Coalition, 2019 et Hendricks *et al.*, 2023), parviennent à la conclusion que l'ampleur des coûts cachés est loin d'être négligeable comparée à la valeur des produits alimentaires échangés sur les marchés. Toutefois, ces deux études, certes étendues, présentent des données qui sont par nature agrégées et ne donnent pas d'estimations au niveau national.

Dans ce contexte, et comme point de départ de la première phase du processus en deux phases, une analyse préliminaire fondée sur l'approche CCC a été réalisée pour le présent rapport en vue de quantifier les coûts cachés des systèmes agroalimentaires dans 154 pays. Cette analyse fait appel à des données au niveau national pour créer des modèles d'impact, et elle associe des estimations monétaires à la modélisation des incidences, pour évaluer (monétiser) les coûts cachés. Les résultats peuvent ainsi être agrégés et comparés dans différentes dimensions et à différentes échelles géographiques, et servir de base à un dialogue avec les décideurs.

Les avantages cachés sont exprimés en tant que coûts cachés *négatifs*. Toutefois, en raison de la valeur intangible de l'alimentation – l'identité culturelle, notamment –, certains avantages ne peuvent être monétisés et sont donc exclus de l'analyse. En outre, certains coûts cachés ont été omis du fait qu'on ne disposait pas de suffisamment de données – par exemple le retard de croissance chez les enfants, l'exposition aux pesticides, la dégradation des terres, la résistance aux antimicrobiens ou encore les maladies causées par des aliments présentant un danger pour la santé.

Les coûts cachés quantifiés comprennent donc les émissions de GES et d'azote, l'utilisation de l'eau et les changements dans l'affectation des terres (chemin d'impact environnemental); les pertes de productivité dues à une mauvaise alimentation (chemin d'impact sanitaire);

FIGURE 5 PORTÉE DE L'ANALYSE: STADES DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET VOIES PAR LESQUELLES LES COÛTS CACHÉS SE MANIFESTENT



NOTES: GES = gaz à effet de serre. Pour de plus amples informations sur la portée de l'analyse, les sources de données et les critères d'évaluation, voir l'annexe 1 du rapport complet.

SOURCE: Lord, S. 2023. *Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 31. Rome, FAO.

et la pauvreté et les pertes de productivité dues à la sous-alimentation (chemin d'impact social) (figure 5).

D'après les estimations du présent rapport, **les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires étaient d'environ 12 700 milliards d'USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020**, à l'échelle mondiale (figure 6). Rapportés à la valeur de l'économie mondiale, ces coûts sont équivalents à presque 10 pour cent du

PIB mondial en PPA de 2020. Par jour, ces coûts représentent 35 milliards d'USD en PPA de 2020.

Ces estimations prennent en compte le haut degré d'incertitude dans le calcul des coûts: on estime que les coûts cachés, à l'échelle mondiale, ont une probabilité de 95 pour cent de s'établir à au moins 10 800 milliards d'USD en PPA de 2020. Le degré d'incertitude le plus élevé concerne les coûts cachés

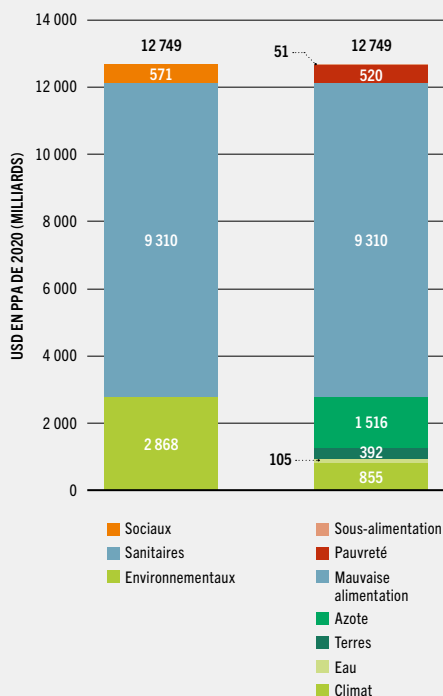
environnementaux. Il tient au fait qu'on n'en sait pas suffisamment sur les incidences des émissions d'azote sur les services écosystémiques. Cela étant, la limite inférieure des résultats révèle déjà l'urgente nécessité de transformer les systèmes agroalimentaires.

La majorité des coûts cachés sont générés dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (39 pour cent de l'ensemble des coûts cachés quantifiés) et par les pays à revenu élevé (36 pour cent). Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure représentent 22 pour cent du total, et les pays à faible revenu 3 pour cent (figure 7).

Selon le niveau de revenu, les coûts cachés varient non seulement dans leur ampleur, mais aussi dans leur composition. Dans tous les groupes de pays, à l'exception de ceux à faible revenu, les pertes de productivité dues à des modes d'alimentation entraînant des maladies non transmissibles sont le principal facteur à l'origine des dommages causés par les systèmes agroalimentaires. Viennent ensuite les coûts environnementaux. Sans surprise, les coûts cachés sociaux sont le problème majeur dans les pays à faible revenu (plus de 50 pour cent de l'ensemble des coûts cachés quantifiés).

Si on présente les coûts cachés en part de PIB, on peut mieux juger de la charge qu'ils représentent pour les économies nationales, ce qui aide à déterminer où diriger en priorité les ressources internationales pour remédier à ces

FIGURE 6 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, PAR CATÉGORIE DE COÛTS (À GAUCHE) ET SOUS-CATÉGORIE (À DROITE), 2020



NOTE: Toutes les valeurs correspondent à des valeurs attendues.

SOURCE: Lord, S. 2023. *Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 31. Rome, FAO.

coûts (figure 8). Cette part est la plus élevée dans les pays à faible revenu, où elle est en moyenne de 27 pour cent, sachant qu'elle peut dépasser 75 pour cent. Cela signifie que l'amélioration des systèmes agroalimentaires dans les pays à faible revenu sera décisive pour remédier aux coûts cachés, notamment ceux liés à la pauvreté et à la sous-alimentation, qui à eux seuls représentent 14 pour cent du PIB. Le rapport entre les coûts cachés et le PIB est de 12 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 11 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Cependant, les coûts cachés sociaux n'ont d'importance notable que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Dans les pays à revenu élevé comme dans ceux à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les coûts cachés sont attribuables majoritairement aux mauvaises habitudes alimentaires (figure 9).

Quantifier les coûts cachés pour décider de l'action à mener

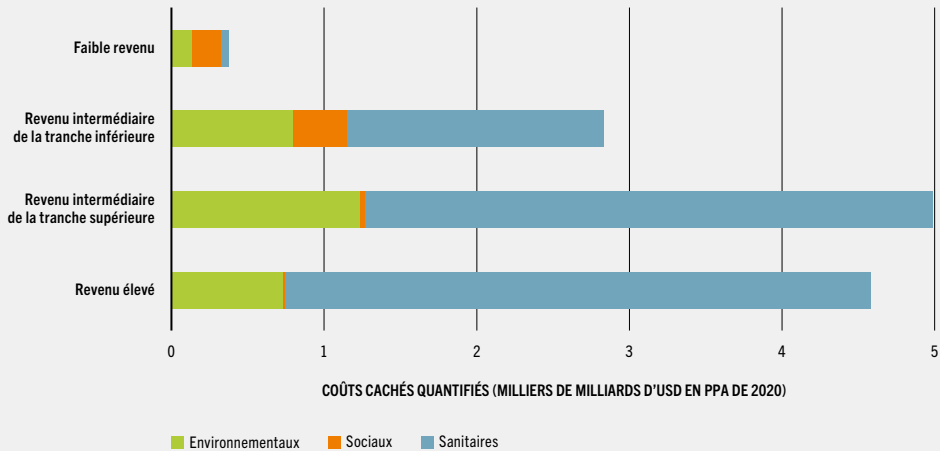
Les coûts cachés décrits doivent aider à déterminer les points d'ancrage des interventions et investissements à privilégier. À cet égard, la première étape consiste à déterminer où, dans un système agroalimentaire donné, les coûts cachés sont les plus importants, et quelles sont les activités qui les génèrent. S'agissant tout d'abord de la dimension environnementale, les estimations indiquent que les coûts interviennent principalement dans le cadre de la production primaire,

les coûts avant et après production représentant moins de 2 pour cent des coûts cachés quantifiés totaux. En d'autres termes, le secteur primaire doit être considéré comme le principal point d'ancrage des mesures visant à introduire des changements sur le plan environnemental. Au niveau mondial, les coûts cachés de l'agriculture – qui passent par le chemin d'impact environnemental – représentent presque un tiers de la valeur ajoutée agricole.

Pour certains pays, on s'intéressera aux acteurs vulnérables, et plus précisément à la manière dont les systèmes agroalimentaires contribuent à la pauvreté modérée – c'est-à-dire la défaillance globale de la répartition (situation où des revenus suffisants ne sont pas assurés). D'après les constatations du rapport, pour éviter les coûts liés à la défaillance de la répartition dans les systèmes agroalimentaires, il faudrait faire progresser les revenus des personnes en situation de pauvreté modérée, en moyenne, de 57 pour cent dans les pays à faible revenu et de 27 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Les pertes moyennes de productivité par personne liées aux aliments consommés sont un autre élément qui, clairement, s'avère important. À l'échelle mondiale, cette valeur équivaut à 7 pour cent du PIB en PPA de 2020; les pays à faible revenu affichent la valeur la moins élevée (4 pour cent), tandis que dans les autres catégories de revenu elle est de 7 pour cent ou davantage. »

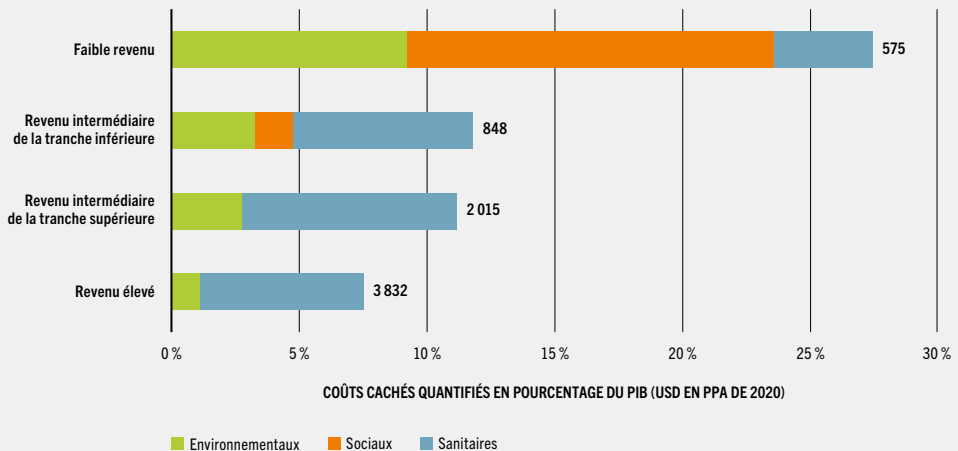
FIGURE 7 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS TOTAUX DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES, PAR GROUPE DE REVENU



NOTE: Seules les mauvaises habitudes alimentaires sont prises en compte pour estimer les coûts cachés sanitaires.

SOURCE: D'après Lord, S. 2023. *Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 31. Rome, FAO.

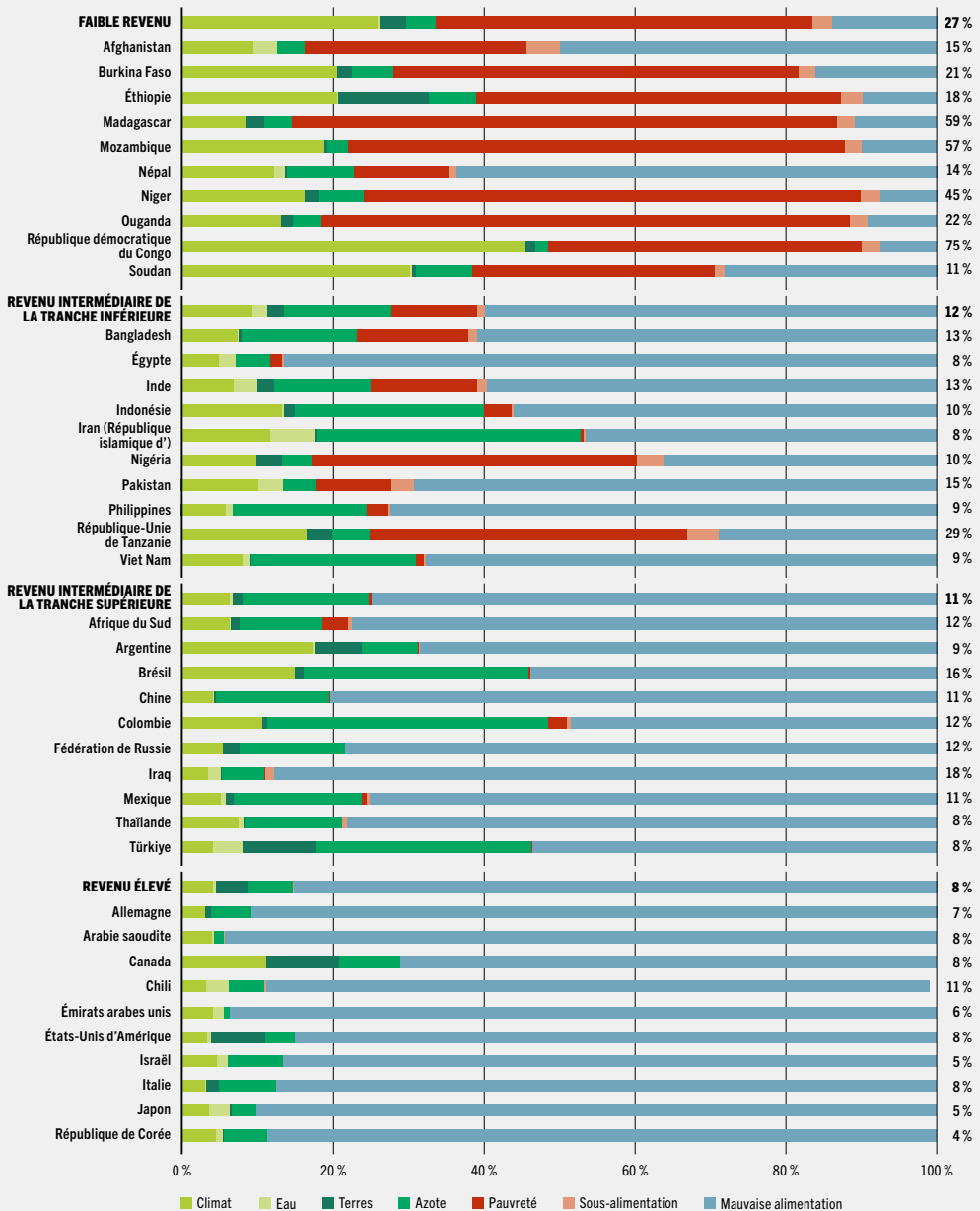
FIGURE 8 COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES EN POURCENTAGE DU PIB, PAR GROUPE DE REVENU (COÛTS CACHÉS PAR HABITANT INDIQUÉS À DROITE)



NOTE: Seules les mauvaises habitudes alimentaires sont prises en compte pour estimer les coûts cachés sanitaires.

SOURCE: D'après Lord, S. 2023. *Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 31. Rome, FAO.

FIGURE 9 COMPOSITION DES COÛTS CACHÉS QUANTIFIÉS DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PAR SOUS-CATÉGORIE POUR UNE SÉLECTION DE PAYS, PAR NIVEAU DE REVENU (COÛTS CACHÉS EN POURCENTAGE DU PIB INDICÉS À DROITE, USD EN PPA DE 2020)



NOTES: Les pays ont été choisis en fonction de la taille de leur population et de leur situation géographique. On trouvera à l'annexe 2 du rapport complet les résultats de l'ensemble des pays.

SOURCE: D'après Lord, S. 2023. *Hidden costs of agrifood systems and recent trends from 2016 to 2023*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Étude technique de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 31. Rome, FAO.

» Globalement, les résultats indiquent que les coûts cachés quantifiés liés aux systèmes agroalimentaires sont considérables dans tous les pays, même si on tient compte de l'incertitude. Ils montrent l'étendue de la transformation nécessaire mais ne permettent pas d'établir le coût des mesures visant à atténuer ou éliminer les différents problèmes, ni de déterminer si celles-ci sont réalisables. Ils indiquent en revanche les contributions relatives de différentes activités et de différents polluants, et mettent en lumière les domaines dans lesquels il faudrait mener un examen plus approfondi dans le cadre d'une évaluation ciblée afin de combler les lacunes de données et de déterminer le coût des mesures de réduction. Ce n'est qu'à l'aide de ces évaluations ciblées qu'il sera possible de guider les interventions des entités publiques et des entités privées, en vue de transformer les systèmes agroalimentaires de manière à les améliorer.

POUR DES ÉVALUATIONS CIBLÉES FONDÉES SUR LE COÛT COMPLET: LA SECONDE PHASE D'UN PROCESSUS EN DEUX PHASES

Les estimations nationales permettent de dresser un bilan préliminaire, qu'il s'agit de compléter avec des données plus précises et détaillées qu'on obtiendra au moyen d'évaluations ciblées. L'objectif de la seconde phase est d'identifier les mesures de transformation les plus souhaitables, en comparant les coûts et

les avantages de chacune – tout en gérant les options futures et les arbitrages –, afin d'allouer les ressources aux mesures les plus réalisables et les plus efficaces par rapport au coût. Ce travail doit ensuite déboucher sur la mise en œuvre de politiques, d'investissements et d'autres interventions visant à répondre aux problématiques recensées (figure 11).

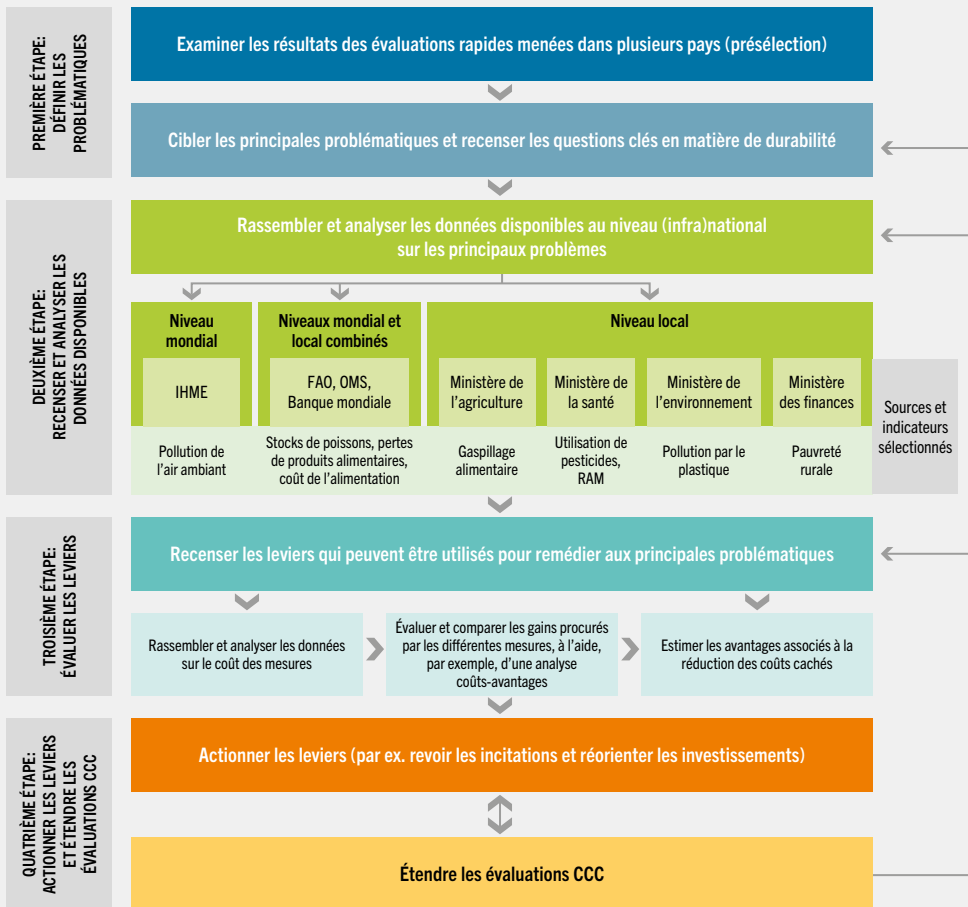
Les analyses de politiques et de scénarios ont un rôle fondamental et complémentaire à jouer dans les évaluations ciblées fondées sur la CCC. L'analyse de scénarios permet de comparer les trajectoires futures possibles et d'évaluer l'impact et l'efficacité de différentes politiques et de différentes options de gestion (figure 13). Elle est essentielle pour déterminer les problèmes qui naissent de l'inaction, ainsi que les synergies et les arbitrages qui résultent de l'action. Il s'agit alors de jauger les arbitrages minutieusement, pour formuler des stratégies plus solides et évaluer l'efficacité des différentes actions possibles, à l'aide d'analyses coûts-avantages ou d'analyses coûts-efficacité.

La comptabilisation du coût complet peut orienter les entreprises et les investissements agroalimentaires vers la durabilité

On ne peut pas s'attendre à ce que les politiques, à elles seules, résolvent tous les problèmes. À la base, les systèmes agroalimentaires sont façonnés par les activités du secteur privé, qui devra faire sa part pour réduire les coûts cachés. La comptabilisation du coût

»

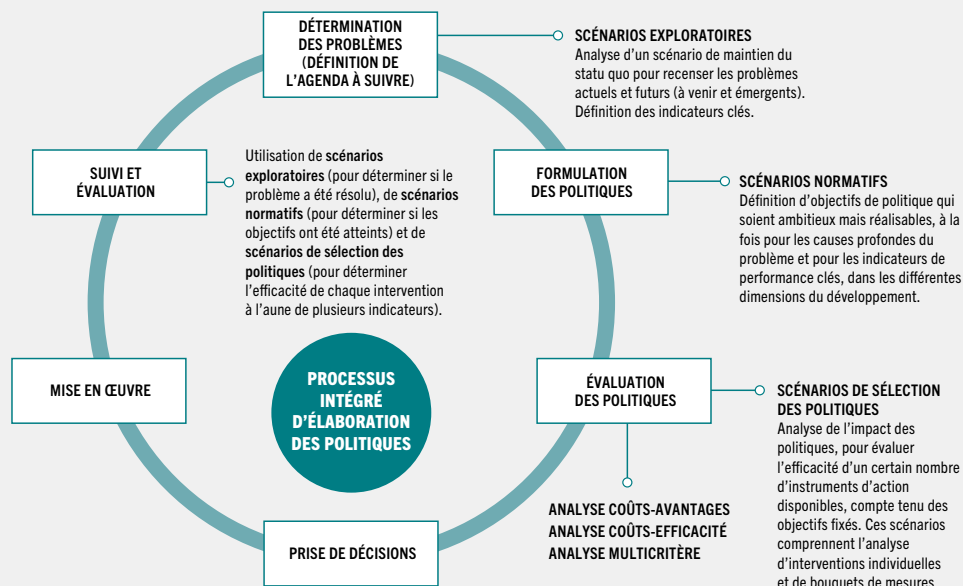
FIGURE 11 LANCEMENT ET EXTENSION DES ÉVALUATIONS CIBLÉES PORTANT SUR LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES: UN PROCESSUS EN QUATRE ÉTAPES



NOTES: CCC = comptabilisation du coût complet; IHME = Institute for Health Metrics and Evaluation; OMS = Organisation mondiale de la Santé; RAM = résistance aux antimicrobiens.

SOURCE: D'après Markandya, A. 2023. *Accounting for the hidden costs of agrifood systems in data-scarce contexts*. Document de base établi aux fins de l'élaboration de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023*. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole n° 23-12. Rome, FAO.

FIGURE 13 COMMENT LES SCÉNARIOS ÉCLAIRENT L'ÉLABORATION DES POLITIQUES



SOURCE: Auteurs du présent document, d'après Bassi, A. 2023. *A guide to applying TEEBAgriFood for policy assessment*. Genève (Suisse), Unité Économie de la nature, PNUE.

» complet (l'approche CCC) fournit aux entreprises un cadre qui leur permet d'évaluer et de gérer leurs incidences et leurs dépendances de manière plus complète et plus précise. En intégrant au quotidien l'approche CCC dans leurs prises de décision et leurs stratégies de gestion, les entreprises agroalimentaires peuvent surveiller et exploiter les possibilités qui se présentent aux différents stades de la chaîne d'approvisionnement, mettre en

place une production durable, attirer les investissements privés et profiter des incitations proposées par l'État. Lorsqu'elle est adoptée dans le cadre des politiques publiques et soutenue par des lois et des règlements, l'approche CCC redéfinit les indicateurs de performance clés et modifie les critères décisifs de la réussite d'une entreprise, en intégrant le capital humain, le capital social et le capital naturel. En bref, elle redéfinit le concept de succès pour les entreprises.

L'évaluation exhaustive des coûts et avantages selon l'approche CCC peut également aider les entreprises à mobiliser des ressources financières à l'appui de leur transition vers la durabilité, à répondre aux exigences croissantes de transparence exprimées par les consommateurs, à obtenir une certification volontaire (commerce équitable, par exemple) et à bénéficier des mesures d'incitation mises en place par les pouvoirs publics.

INTÉGRER L'APPROCHE DE LA COMPTABILISATION DU COÛT COMPLET POUR TRANSFORMER LES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES: DÉFIS ET POSSIBILITÉS

Lorsqu'ils sont fondés sur l'approche CCC, des leviers peuvent permettre d'améliorer la durabilité des systèmes agroalimentaires




Différents leviers peuvent influencer sur le fonctionnement interne des systèmes agroalimentaires: ils peuvent concerner le volet de l'offre (production et intermédiaires), le volet de la demande (consommation) et les biens publics qui soutiennent les systèmes agroalimentaires (figure 15). S'ils ont pour base une évaluation CCC, les leviers peuvent être réorientés ou remaniés pour soutenir ou étendre des stratégies nouvelles et prometteuses en faveur de la durabilité des systèmes agroalimentaires. Le choix du levier

sera aussi fonction des résultats des analyses de scénarios et de politiques, ainsi que des besoins, des priorités et des ressources disponibles, qui dépendent du contexte. Au-delà des pouvoirs publics, d'autres acteurs – instituts de recherche, organisations de la société civile, entreprises et institutions financières – exercent également une influence importante sur la performance des systèmes agroalimentaires. De même, d'autres secteurs en dehors des systèmes agroalimentaires (les secteurs de la santé et de l'énergie, par exemple) doivent être pris en considération dans l'intérêt, et aussi compte tenu des synergies et des arbitrages, afin de créer des incitations qui soient cohérentes.

La prise en compte des coûts cachés va-t-elle pousser les prix alimentaires à la hausse?

On se demande souvent si la prise en compte des coûts cachés des systèmes agroalimentaires va faire grimper les prix des aliments. L'idée de base est que le résultat dépendra du coût caché considéré et des instruments utilisés. En abordant les coûts cachés sociaux sous l'angle des défaillances de la répartition, par exemple, on pourrait accroître la productivité dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, et faire baisser le prix des denrées alimentaires, ce qui globalement profiterait aux consommateurs. À l'inverse, si on impose aux producteurs de financer des mesures (principe du pollueur-payeur) – par des prélèvements »

FIGURE 15 LEVIERS DE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES

DOMAINE D'IMPACT	LEVIER	VOIES DE TRANSFORMATION POSSIBLES		
 <p>CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT AGROALIMENTAIRES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Interventions sur le commerce et les marchés ● Subventions aux producteurs ● Lois et règlements ● Capitaux publics et privés 	<p>Mettre en place des incitations ou des désincitations par les prix pour encourager la production d'aliments durables et nutritifs</p> <p>Encourager la production d'aliments durables et nutritifs spécifiques et exercer une influence sur l'utilisation d'intrants</p> <p>Limiter l'impact sur l'environnement, préserver le bien-être des travailleurs et gérer la sécurité sanitaire, l'étiquetage et l'enrichissement des aliments</p> <p>Faciliter l'investissement dans des processus de production et des entreprises alliant durabilité et transparence</p>		
	 <p>CONSOMMATION ALIMENTAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Subventions aux consommateurs ● Taxes sur les aliments qui contribuent à des régimes alimentaires mauvais pour la santé et non durables ● Pouvoir d'achat des consommateurs ● Marketing et promotion ● Étiquetage et certification 	<p>Encourager la consommation de produits alimentaires durables et sains</p> <p>Décourager la consommation d'aliments qui contribuent à des régimes alimentaires mauvais pour la santé et non durables</p> <p>Accorder une importance préférentielle à certains produits au moyen d'informations claires, mettant en évidence les valeurs</p> <p>Encourager la consommation d'aliments nutritifs</p> <p>Permettre aux consommateurs de choisir des aliments nutritifs et durables</p>	
		 <p>SERVICES GÉNÉRAUX</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Dépenses d'infrastructure ● Recherche-développement ● Services de transfert de connaissances ● Services d'inspection 	<p>S'attaquer aux facteurs de blocage qui contribuent à l'inefficacité, au prix élevé des aliments et aux pertes et gaspillage alimentaires (par ex. investir dans des infrastructures d'entreposage frigorifique)</p> <p>Promouvoir les travaux scientifiques, les innovations et les technologies qui contribuent à rendre les systèmes agroalimentaires plus durables</p> <p>Diffuser les connaissances sur les pratiques et les technologies des systèmes agroalimentaires durables</p> <p>Gérer la sécurité sanitaire des aliments</p>

ACTEUR DÉCISIONNAIRE OU PARTIE PRENANTE AYANT UNE INFLUENCE SUR L'ACTIONNEMENT DU LEVIER

- Pouvoirs publics
- Entreprises et institutions financières
- Instituts de recherche et organisations de la société civile

SOURCE: Auteurs du présent document.

- » fiscaux ou par des règlements imposant des pratiques moins nocives pour l'environnement, par exemple – sans compléter celles-ci par des conseils sur les moyens de limiter les coûts au point d'origine du coût caché, alors le coût des mesures sera absorbé plus en aval de la chaîne de valeur ou sera répercuté sur les consommateurs sous forme de hausse des prix.

L'autre solution consiste à appliquer le principe du bénéficiaire-payeur, qui fait supporter la prise en charge des coûts réels des activités des systèmes agroalimentaires aux bénéficiaires – généralement le public, mais aussi des groupes spécifiques particulièrement touchés par des activités auxquelles ils ne prennent pas part. Ici, les politiques ne devraient pas entraîner d'augmentation des prix des produits alimentaires. Un exemple est celui de la rémunération des services environnementaux: le bénéficiaire rémunère les intervenants dont les activités peuvent nuire à l'environnement pour qu'ils modifient leur comportement.

Il est un ensemble de mesures qui combine le principe du pollueur-payeur et celui du bénéficiaire-payeur: la réorientation des subventions agricoles. Toutefois, les subventions grèvent des ressources budgétaires déjà limitées. En dernière analyse, le choix entre les divers instruments sera déterminé par les répercussions sur le plan de l'équité lesquelles, à leur tour, dépendent d'une autre considération, à savoir qui sont les bénéficiaires.

Les évaluations ciblées fondées sur la CCC peuvent éclairer la conception des régimes de taxation et les réorienter vers des dispositifs qui modifient les prix relatifs des aliments en faveur d'options plus nutritives et plus durables. Si le régime fiscal est conçu de manière à promouvoir des modes d'alimentation sains et durables, le budget que les ménages consacrent à l'alimentation pourrait rester le même. Sur le long terme, une amélioration de la santé publique, qui se traduirait par un accroissement de la productivité, pourrait aboutir à une augmentation des revenus des ménages. Dans ce cas, même si une alimentation plus saine est plus coûteuse, l'augmentation des revenus pourrait contribuer à compenser la dépense supplémentaire. Des études plus poussées seraient toutefois nécessaires pour bien comprendre les coûts en jeu.

Créer un environnement favorable à une généralisation de l'approche CCC en vue de la transformation des systèmes agroalimentaires

La généralisation de l'adoption de la CCC n'est pas du ressort d'un seul groupe d'acteurs: elle nécessitera des contributions complémentaires de la part de différentes parties prenantes qui influencent le fonctionnement des entreprises agroalimentaires. À travers les politiques et les lois et règlements, les autorités publiques ont un rôle central à jouer dans la création d'un environnement favorable à une extension de la CCC. Les organismes de recherche et les entités de normalisation sont également essentiels pour faire

progresser les méthodologies et définir des normes pour la collecte de données. En dernière analyse, ce sont les producteurs, les entreprises et les consommateurs – ainsi que les alliances qu'ils formeront entre eux – qui apporteront le changement et mettront en œuvre les nouvelles normes.

Pour que cet objectif se réalise à grande échelle, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, il faudra surmonter deux grands obstacles: le manque de données et le manque de capacités.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LA FAO CONSACRERA DEUX ÉDITIONS CONSÉCUTIVES DE LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE AU MÊME THÈME

En consacrant deux éditions à ce thème, la FAO investit dans la communication d'informations pertinentes, dans le but d'orienter vers la durabilité les décisions qui sont prises dans les systèmes

agroalimentaires. Le rapport de cette année présente de nouvelles constatations suite aux évaluations nationales préliminaires, et crée une occasion sans précédent d'aider les décideurs dans le monde entier à déterminer très précisément les difficultés (cachées) auxquelles leurs systèmes sont confrontés et d'amorcer la définition d'une vision commune de la transformation des systèmes agroalimentaires.

Le rapport de l'année prochaine montrera que les évaluations ciblées peuvent être adaptées en fonction des priorités des décideurs dans des contextes spécifiques et mettra en évidence la souplesse de l'approche CCC, qui peut couvrir aussi bien un système agroalimentaire tout entier que tel produit en particulier. Dans la continuité du travail commencé dans le présent rapport, l'approche CCC s'appuiera sur des analyses de scénarios et de politiques, qui examineront un ensemble de futurs plausibles en comparant notamment les résultats et l'efficacité de diverses politiques et options, afin de guider la transformation des systèmes agroalimentaires vers une amélioration. ■



2023

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

POUR UNE TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES: CONNAÎTRE LE COÛT VÉRITABLE DES ALIMENTS

Les systèmes agroalimentaires offrent à la société des avantages considérables: ils produisent les aliments dont nous nous nourrissons et procurent des emplois et des moyens d'existence à plus d'un milliard de personnes. Or, ils ont aussi des incidences négatives, liées aux activités et pratiques non durables actuelles, qui contribuent au changement climatique, à la dégradation des ressources naturelles et à l'inaccessibilité économique d'une alimentation saine. Il est difficile de remédier à ces incidences négatives car les individus, les entreprises, les gouvernements et autres parties prenantes, lorsqu'ils prennent des décisions au quotidien, n'ont pas une vue complète de l'impact de leurs activités sur la durabilité économique, sociale et environnementale.

Dans l'édition 2023 de *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* nous examinons le coût véritable des aliments, avec en ligne de mire l'instauration de systèmes agroalimentaires durables. Le rapport introduit la notion de coûts et d'avantages environnementaux, sociaux et sanitaires cachés des systèmes agroalimentaires et propose une approche – la comptabilisation du coût complet (l'approche CCC) – pour évaluer les coûts cachés. L'approche CCC s'inscrit dans un processus d'évaluation en deux phases qui comporte, dans un premier temps, des évaluations au niveau national fondées sur la comptabilisation du coût complet, dont le but est de sensibiliser, et, dans un deuxième temps, des évaluations ciblées approfondies, dont le but est de hiérarchiser les solutions et de guider les mesures de transformation. La présente édition contient une première tentative d'évaluation au niveau national, réalisée pour 154 pays, d'où il ressort que les coûts cachés des systèmes agroalimentaires s'élèveraient, au niveau mondial, à 10 000 milliards d'USD au moins, en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2020. D'après les estimations, les pays à faible revenu sont ceux pour qui les coûts cachés des systèmes agroalimentaires représentent la charge la plus lourde par rapport au revenu national. Certes, ces estimations sont encore préliminaires, mais l'analyse montre bien qu'il est urgent de prendre en considération les coûts cachés dans les processus décisionnels, afin de transformer les systèmes agroalimentaires. Pour appliquer plus largement l'approche CCC, il faudra innover dans la recherche et les données, et investir dans la collecte de données et le renforcement des capacités, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, afin que cette approche devienne un outil viable qui puisse être utilisé de manière transparente et cohérente pour la prise de décision et l'élaboration des politiques.



*La Situation mondiale de l'alimentation
et de l'agriculture 2023* (rapport complet
à paraître en décembre 2023)



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition
du public sous la Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.



©FAO, 2023
CC7937FR/1/11.23